



## Baisse des taux directeurs de la BCE

Lors de sa réunion du 7 novembre, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,25 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 25 points de base, à 0,75 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %. Dans sa déclaration introductive M. Draghi, a indiqué : « Ces décisions sont conformes aux indications fournies en juillet 2013 sur la trajectoire future des taux directeurs, les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro à moyen terme continuant de s'atténuer selon les dernières indications, à partir de taux d'inflation annuels actuellement bas, inférieurs à 1 %. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires et, en particulier, celles du crédit demeurent atones » (...) « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Elle continuera donc également de soutenir la reprise progressive de l'économie reflétée par les indicateurs de confiance jusqu'en octobre. Après la baisse des taux de ce jour, le Conseil des gouverneurs a réexaminé les indications données en juillet sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et confirmé qu'il continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels, voire inférieurs, sur longue période (...). Nous sommes prêts à examiner tous les instruments disponibles et (...) avons décidé aujourd'hui de continuer à effectuer les opérations de refinancement sous la forme d'appels d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servie, aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'à la fin du deuxième trimestre 2015 ».

[http://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Eurosystème\\_et\\_international/cp-07112013-is.pdf](http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosystème_et_international/cp-07112013-is.pdf)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - La BCE publie un rapport sur les modifications structurelles du secteur bancaire de la zone euro.

La BCE a publié le 4 novembre 2013 un rapport sur les structures bancaires (Banking Structures Report), qui analyse les principales évolutions structurelles du secteur bancaire de la zone euro : les capacités, la consolidation et la concentration des banques ainsi que les modifications intervenues à cet égard au cours du temps. Le rapport couvre la période allant de 2008 à 2012 et comporte des indicateurs relatifs au premier semestre 2013.

Communiqué de presse :

[http://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Eurosystème\\_et\\_international/cp-bce-la-BCE-publie-un-rapport-détailé-sur-les-modifications-structurelles-du-secteur-bancaire-de-la-zone-euro.pdf](http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosystème_et_international/cp-bce-la-BCE-publie-un-rapport-détailé-sur-les-modifications-structurelles-du-secteur-bancaire-de-la-zone-euro.pdf)

Rapport (disponible uniquement en anglais) :

<http://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/bankingstructuresreport201311en.pdf?5656762fc7710c2ad62b381f432eff9f>

#### 2 - Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,2 % en septembre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 11 %, stable par rapport aux chiffres d'août. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à septembre 2012, où ils se situaient respectivement à 11,6 % et 10,6 %.

### Actualité législative

#### Publications au Journal Officiel

Le décret n° 2013-931 du 17 octobre 2013 relatif au plafonnement des commissions d'intervention à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 a été publié au JORF (application de la loi bancaire du 26 juillet 2013).

Les commissions perçues par les établissements de crédit, mentionnées à la première phrase de l'article L. 312-1-3 du Code monétaire et financier ne peuvent dépasser par compte bancaire un montant de 8 € par opération et 80 € mensuels pour l'ensemble des clients et 4 € par opération et 20 € mensuels pour les personnes fragiles : tels sont les plafonds des commissions d'intervention, fixés par le décret d'application de la loi de séparation et de contrôle des activités bancaires du 19 octobre 2013.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028090270&dateTexte=&categorieLien=id>

### Divers

#### Avis du Comité consultatif du secteur financier (CCSF)

Suite à la demande qui lui en avait été faite par le Ministre de l'économie et des finances, le CCSF a adopté à l'unanimité le 5 novembre 2013 un avis relatif à l'intégration de frais de tenue de compte dans l'extrait standard des tarifs bancaires et recommande que cette nouvelle rubrique apparaisse dans les plaquettes dont les tarifs entrent en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> avril 2014 et figure sur les sites internet des banques dès le 2 janvier 2014.

[http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/avis\\_r/avis\\_frais\\_tenue\\_de\\_compte\\_05112013.pdf](http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/avis_r/avis_frais_tenue_de_compte_05112013.pdf)

# SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

## Mission pour l'estimation du PIB dans les Iles du Nord

Dans le cadre du partenariat CEROM (qui réunit l'INSEE, l'AFD et l'IEDOM), une mission de l'IEDOM s'est rendue à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy début octobre afin de démarrer les estimations du Produit Intérieur Brut (PIB) des deux collectivités, les dernières remontant à 2005 sur la base des données de 1999.

Le système d'informations statistiques actuel ne permettant pas d'élaborer des comptes économiques pour ces deux îles, la méthodologie se base sur une double approche en rapport avec les importations et la productivité apparente du travail par secteur d'activité. La mission devait à la fois recueillir des données quantitatives et qualitatives afin de dégager les principales problématiques économiques propres à chacune des collectivités et estimer l'évolution de l'activité économique sur la décennie passée.

## Léger redressement du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA), calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, se redresse au troisième trimestre 2013, après cinq trimestres consécutifs de baisse.

Il s'améliore de près de 5 points par rapport au deuxième trimestre, mais demeure encore bien en deçà de la moyenne de longue période (-12,2 points). Cette progression s'explique principalement par l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise sur l'activité du trimestre écoulé ainsi que par une moindre dégradation des délais de paiement de la clientèle. En revanche, l'évolution défavorable des effectifs a pesé sur l'indicateur.

Dans ce contexte, les prévisions d'investissement à un an sont majoritairement en hausse, mais principalement liées à un renouvellement des équipements.

## Un marché de l'emploi encore fragile

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en Guadeloupe et dans les îles du Nord s'élève à 60 370 à fin septembre 2013, soit une baisse de 0,4 % par rapport au mois précédent. Néanmoins, comparé à septembre 2012, la Guadeloupe compte 1 340 demandeurs d'emploi supplémentaires (+2,3 %), 3 660 de plus par rapport à septembre 2011, et 6 950 de plus par rapport à 2010.

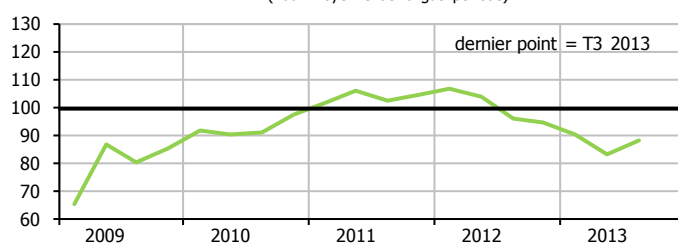
Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi en septembre, s'établit à 790, un chiffre en légère hausse par rapport au même mois en 2012 (+6,8 %). Au total, au cours des mois de juillet, août et septembre, les offres d'emploi collectées diminuent de 1,9 %, par rapport aux trois mois précédents. Cette évolution concerne les offres d'emploi non durable (moins de 6 mois), en baisse de 17,8 %, alors que le nombre d'offres d'emploi durable (6 mois ou plus) affiche une hausse de 13,9 %.

## Des incidents de paiement sur effets en nette diminution

Au mois de septembre 2013, 101 impayés sur effets de commerce ont été recensés en Guadeloupe par la Centrale des Incidents de Paiements sur Effet (CIPE) de la Banque de France, soit une baisse de 13,7 % en variation mensuelle. Pour ce même mois, la diminution en valeur de l'ensemble des incidents est encore plus significative (-21,4 %), pour un montant de 257 milliers d'euros.

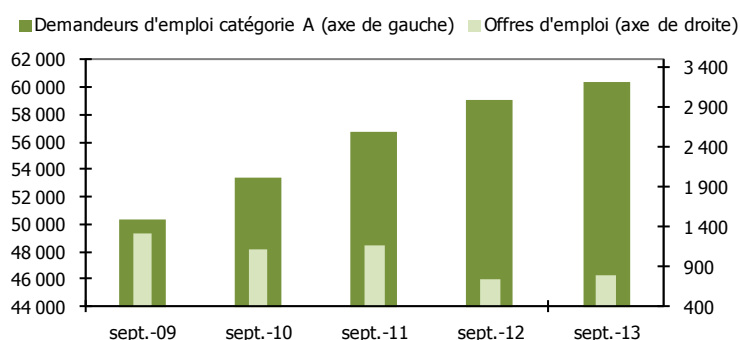
Par rapport à septembre 2012, les incidents de paiement sont en baisse en nombre (-5,6 %) et, en valeur, ils ont diminué de plus de moitié (-54,3 %). Sur le plan sectoriel, les entreprises de commerce et réparation automobile, de l'industrie manufacturière ainsi que les entreprises de services comptent le plus d'incidents de paiements (en nombre et en valeur).

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe  
(100=moyenne de longue période)



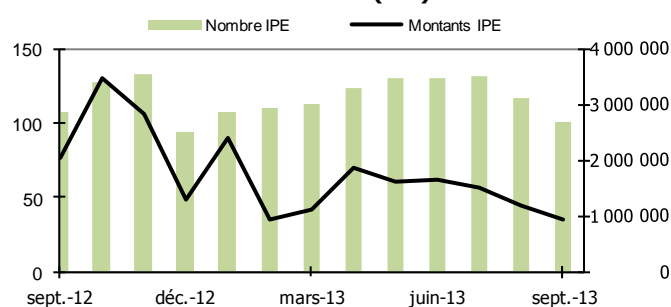
Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Marché du travail



Source : DIECCTE

Évolution des incidents de paiements sur effets (IPE)



Source : IEDOM

## Parution de la note « Premières tendances » pour le 3<sup>e</sup> trimestre 2013

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier la note « Premières tendances » pour le 3<sup>e</sup> trimestre 2013. Cette publication est téléchargeable librement sur le site internet : <http://www.iedom.fr>

# BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

## Visite du Ministre de l'Intérieur en Guadeloupe

Le Ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, s'est rendu en Guadeloupe les 17 et 18 octobre 2013. Les problématiques de la Zone de Sécurité Prioritaire lui ont été présentées lors de sa visite au commissariat de Pointe-à-Pitre/Abymes et le ministre s'est ensuite adressé aux forces de l'ordre. Des policiers et des gendarmes ainsi que de nombreux responsables administratifs, politiques et judiciaires de la Guadeloupe étaient présents.

## Installation du nouvel Observatoire des prix, des marges et des revenus

La réunion d'installation du nouvel observatoire des prix, des marges et des revenus de Guadeloupe s'est tenue le 7 octobre 2013 dans les locaux de la Chambre de commerce et d'industrie des îles de Guadeloupe (CCIIG). Les modifications portent sur trois points principaux : l'observatoire des marges a été intégré afin d'améliorer la connaissance des mécanismes de formation des prix, les associations de consommateurs sont désormais membres à part entière et un vice-président sera élu parmi les membres dans chaque région.

## Lancement d'un dispositif d'accompagnement des très petites entreprises

Le lancement officiel du nouveau dispositif de l'Agence Régionale de Développement Economique, Guadeloupe Expansion, dénommé « Parcours gagnant TPE » a eu lieu le 4 octobre. Ce nouveau dispositif d'accompagnement à destination des très petites entreprises vise à permettre aux dirigeants de s'approprier les points fondamentaux de la stratégie d'entreprise à travers des ateliers axés sur la gestion, la définition du coût de revient, le *management*, la mise en place de tableau de bord, etc. Un accompagnement spécifique par des consultants a également été mis en place et porte sur des questions économiques et juridiques. Il s'adresse en priorité aux TPE de plus de deux ans d'existence, en développement ou en transmission. Le dispositif a été présenté le 8 octobre devant une soixantaine de chefs d'entreprise candidats.

## Nouveau directeur départemental de la sécurité publique

Dominique Giraud a été nommé au poste de directeur départemental de la sécurité publique à compter du 1<sup>er</sup> octobre.

# ACTUALITÉ RÉGIONALE

## Avancement des travaux à l'aéroport de Grand Case

Le directeur de l'aéroport, Mongi Djouba, a présenté le 30 octobre l'avancée des travaux aux élus de la Collectivité. Le projet avait débuté en 2012 avec la construction d'une station d'avitaillement en carburant puis s'était poursuivi en septembre 2013 avec l'extension du parking des avions (passant de 6 000 m<sup>2</sup> à environ 12 000 m<sup>2</sup>), destiné en priorité aux avions privés. Le coût total du chantier est estimé à 1,7 millions €, financé en partie par les fonds européens FEDER. Les travaux d'agrandissement et de modernisation des locaux de l'aéroport ainsi que la réorganisation de l'aérogare sont prévus pour mars et avril 2014.

## Inauguration de la station de traitement de Saint-Martin

L'hôpital Louis-Constant Fleming de Saint-Martin est désormais doté d'un banaliseuse permettant de traiter plus de 100 tonnes de déchets médicaux à risques infectieux (DASRI). Il s'agit de la première unité de traitement de DASRI à technologie micro-ondes installée dans la Caraïbe. L'inauguration a eu lieu le 25 octobre en présence du préfet, du 1<sup>er</sup> vice-président de la Collectivité ainsi que des personnes à l'origine de cette station de traitement.

# PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Septembre 2013	128,8 127,4	-0,7 % -0,2 %	0,7 % 0,9 %		
<b>Demandeurs d'emploi</b> (Source : Dirccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Septembre 2013	59 030	-0,4 %	2,3 %		
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Septembre 2013	172,9 1 971,0	- -	-11,2 % 2,3 %		
<b>Créations d'entreprises</b> (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Septembre 2013 Cumul annuel	384 3 383	26,3 % -	-3,3 % -10,0 %		
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (Source : Jedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Septembre 2013	20 860 502	0,1 % -6,2 %	-1,1 % 60,9 %		

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport Pôle Caraïbes)	Nombre de passagers (hors transit)		Septembre 2013 Cumul annuel	111 364 1 522 144	-48,5 % -	2,9 % 0,02 %		
<b>Trafic maritime</b> (Source : Port Autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Septembre 2013	282 095 47 638	-2,2 % -48,9 %	-9,3 % 1,0 %		
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Juin 2013 Cumul annuel	57 596	-36,0 % -	-5,0 % -1,3 %		
<b>Immatriculations</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Octobre 2013 Cumul annuel	1 588 12 405	27,3 % -	1,4 % -5,5 %		
<b>Consommation de ciment</b> (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Octobre 2013 Cumul annuel	19 562 187 254	16,1 % -	-8,2 % -2,2 %		

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Nouvelle publication : « Suivi des crédits aux entreprises en Guyane »

L'Iedom vous informe de la publication de la note « Suivi des crédits aux entreprises en Guyane au 30 juin 2013 », qui s'insère dans la nouvelle collection de publications de l'Iedom, intitulée « Infos financières ». Cette publication, établie à partir des déclarations des établissements de crédit au Service central des Risques (SCR) de la Banque de France, concerne le financement des entreprises par le secteur bancaire.

Vous pourrez retrouver cette publication chaque trimestre en téléchargement libre sur le site de l'Iedom : [www.iedom.fr/Guyane](http://www.iedom.fr/Guyane)



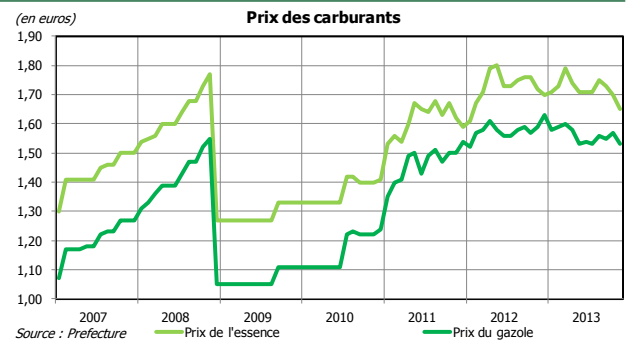
## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013, le prix de vente au détail des carburants à 1,65 € / litre pour l'essence (- 5 centimes par rapport au mois d'octobre) et 1,53 € / litre pour le gazole (- 4 centimes sur le mois). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 23,07 €, soit une hausse de 64 centimes.

### Prix à la consommation

En septembre 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère baisse en Guyane (- 0,3 % sur le mois). Cette baisse est liée à la diminution du prix des services (- 1,0 %) et de l'énergie (- 0,5 %), alors que les prix de l'alimentation, portés par la hausse des prix des produits frais, augmentent de 0,7 %. Sur un an, l'indice des prix augmente de 1,2 %, impacté principalement par la progression des prix de l'alimentation (+ 3,3 %) et des services (+ 1,1 %). D'un niveau similaire à celui constaté en Martinique (+ 1,3 %), l'augmentation annuelle des prix en Guyane est inférieure à celle de La Réunion (+ 1,6 %), mais au dessus des valeurs constatées à la Guadeloupe (+ 0,7 %) et sur l'ensemble de la France (+ 0,9 %).



### Orpillage

D'après la dernière parution des comptes de la société minière Auplata, la production d'or de la société a atteint 443 kg sur les 9 premiers mois de l'année, soit une progression de 17 % par rapport à la même période l'année dernière. Le chiffre d'affaires à fin septembre 2013 s'établit ainsi à 15,2 M€, en hausse de 3 % compte tenu de la baisse du prix de l'or. Cette progression s'inscrit dans un contexte d'activité ralentie, puisque les exportations d'or en Guyane sont en diminution, avec un cumul de 983 kilos à fin septembre, soit une baisse de 19,7 % CVS par rapport à la même période en 2012. Le groupe explique ces résultats comme le « fruit des investissements de modernisation des installations et des campagnes d'explorations menées au cours des derniers mois ».

Dans le même temps, les mesures contre l'orpillage illégal se renforcent avec l'adoption au parlement d'un texte de loi du 31 octobre 2013. De nouvelles dispositions réglementaires visent à lutter contre les filières d'approvisionnement en matériel des garimpeiros et porte la garde à vue de 48 à 96 heures afin de tenir compte de la géographie particulière de ce territoire.

### Hydrocarbures

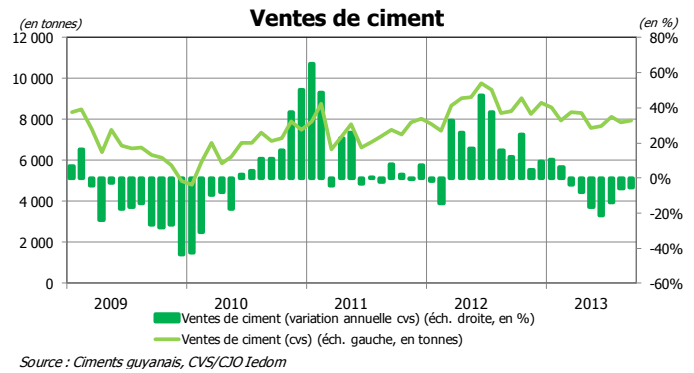
Northern Petroleum, membre du consortium mené par Shell a annoncé le 13 novembre l'échec du dernier puits de forage GM-ES 5, soit le quatrième échec consécutif sur cinq forages après le succès rencontré en septembre 2011 sur le premier puits. Selon le communiqué, l'année 2014 sera consacrée à l'analyse des échantillons et des données sismiques.

### Programme d'extension raisonnée du plateau continental (Extraplac)

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a publié, le 9 octobre, son avis sur le programme d'Extension raisonnée du plateau continental (Extraplac) : « l'extension du plateau continental au-delà de 200 miles marins : un atout pour la France ». Pour rappel, l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 donne la possibilité à la France d'étendre ses droits souverains sur les ressources naturelles du sol et du sous-sol marins de son plateau continental. Pour Gérard Grignon, rapporteur et Président de la délégation à l'Outre-mer du CESE, "cette possibilité d'extension du plateau continental français sur près de deux millions de km<sup>2</sup> est une chance et un atout à ne pas négliger". Concernant la Guyane, la demande française a été déposée le 22 mai 2007. La Commission des limites du plateau continental de l'ONU a émis sa recommandation en 2009, pour une extension globale de 72 000 km<sup>2</sup>. Les accords de délimitation avec le Brésil et le Suriname n'ayant pas à ce jour été finalisés, la publication de la limite extérieure auprès des Nations Unies et de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) n'a pas encore été effectuée.

## Construction

En septembre 2013, les ventes de ciment restent en diminution avec 8 059 tonnes soit une baisse de -5,5 % en glissement annuel CVS. A fin septembre, le cumul des ventes sur l'année est en retrait par rapport à l'année précédente, avec 69 700 tonnes contre 75 000 tonnes en 2012 (- 7,2 % CVS).



## Financement des entreprises

Le comité départemental de l'Ordre des experts-comptables (OEC) et la Fédération des très petites entreprises (FTPE) ont récemment signé une convention de partenariat. Cette convention vise à permettre aux très petites entreprises, sans structure administrative interne, d'être accompagnées et assistées par un expert comptable dans leurs démarches comptables et fiscales. Les pouvoirs publics s'engagent de leur côté à trouver des financements publics à hauteur des 2/3 sur la base de prix standards adaptés aux TPE, le solde restant à charge des bénéficiaires. L'objectif de ce partenariat porte sur l'accompagnement du développement de 1 000 très petites entreprises.

# ACTUALITÉS RÉGIONALES

## Amérique latine

Selon la dernière édition des Perspectives économiques de l'Amérique latine, publiée conjointement par le Centre de développement de l'OCDE, la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et la banque de développement de l'Amérique latine, les économies latino-américaines continuent à présenter une croissance relativement stable, mais les incertitudes liées à la modération du prix des matières premières et à l'environnement financier extérieur pourraient menacer la croissance à moyen terme et le développement économique. Les pays latino-américains font par ailleurs face à la concurrence croissante d'autres pays émergents (Asie, Afrique) à travers le monde, notamment dans les secteurs manufacturiers. Dans ce contexte, le rapport incite les pays à améliorer leur productivité, leurs réseaux logistiques et leur compétitivité en général.

# SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le moi	Indicateurs		Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources
<b>PRIX</b>	↓	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Sept-13	<b>127,3</b>	-[0,3%]	[1,2 %]	Insee
	↓	Prix administré du litre d'essence	Nov-13	<b>1,65</b>	-[2,9%]	-[4,1%]	Préfecture/Dieccte
<b>MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX</b>	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Sept-13	<b>21 585</b>	[2,5%]	[14,0%]	Pôle emploi
	↓	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Sept-13	<b>8 227</b>	-[0,9%]	[0,8%]	Pôle Emploi
	↑	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Sept-13	<b>16 753</b>	[6,1%]	[9,3%]	Caf
	↑	Prestations nettes versées (1)	Sept-13	<b>9,3 M€</b>	[8,9%]	[13,7%]	Caf
			Cumul	<b>77,8 M€</b>		[9,1%]	
<b>CONSOMMATION</b>	↓	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Sept-13	<b>11,6 M€</b>	-2,0%	4,9%	Douanes
	↓	Cumul		<b>121,8 M€</b>		8,4%	
<b>INVESTISSEMENT</b>	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Sept-13	<b>38,0 M€</b>	-9,7%	-8,7%	Douanes
	↓	Cumul		<b>359,7 M€</b>		17,5%	
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b>	↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Sept-13	<b>335</b>	-15,6%	1,8%	Somafi
	↓	Cumul		<b>2 874</b>		-4,2%	
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b>	↓	Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Sept-13	<b>84</b>	-24,9%	-19,3%	Somafi
	↓	Cumul		<b>716</b>		-11,7%	
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b>	↓	Exportations (3)	Sept-13	<b>9,4 M€</b>	-36,7%	11,4%	Douanes
	↓	Cumul		<b>175,9 M€</b>		11,8%	
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b>	↓	Importations (3) (4)	Sept-13	<b>110,7 M€</b>	-9,9%	-0,4%	Douanes
	↓	Cumul		<b>1 162,1 M€</b>		13,2%	

<b>SPATIAL</b>		Tirs effectués	Cumul à Oct-13	<b>6 tirs (4 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega)</b>			7 tirs à Oct-12	Arianespace
		Satellites lancés	Cumul à Oct-13	<b>13 satellites, et 1 ATV*</b>			13 satellites et 1 ATV*	
<b>BTP</b>	↑	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Sept-13	<b>8 264 tonnes</b>	0,4%	-3,8%	Ciments guyanais	
<b>INDUSTRIE</b>	↓	Exportations d'or en volume (3)	Sept-13	<b>78 kilos</b>	-68,7%	-38,5%	Douanes	
	↓	Cumul		<b>983 kilos</b>		-19,7%		
	↓	Exportations d'or en valeur (3)	Sept-13	<b>2,5 M€</b>	-74,0%	-62,3%	Douanes	
	↓	Cumul		<b>33,4 M€</b>		-25,3%		
<b>AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE</b>	↑	Cours de l'once d'or	Sept-13	<b>1 348,63 \$</b>	[0,2%]	-[22,6%]	London Bullion Market Assoc./AFD	
	↑	Grumes sorties de forêt	Déc-12	<b>20 767 m3</b>	29,8%	215,8%	ONF	
<b>AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE</b>	↑	Exportations de crevettes (3)	Sept-13	<b>1 tonnes</b>	32,9%	-19,0%	Douanes	
	↓	Cumul		<b>339 tonnes</b>		-1,6%		
	↓	Exportations de poissons (3)	Sept-13	<b>97 tonnes</b>	-42,3%	19,6%	Douanes	
<b>TOURISME</b>	↑	Exportations de riz (2) (3)	Sept-13	<b>0 tonne</b>	n.s	n.s	Douanes	
	↑	Cumul		<b>0 tonne</b>		n.s		
<b>TOURISME</b>	↑	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Sept-13	<b>33 099</b>	3,7%	5,2%	CCIRG	
	↑	Cumul		<b>332 370</b>		3,1%		
	↑	Nombre de nuitées	Juin-13	<b>34 000</b>	5,7%	30,1%	Insee	
			Cumul	<b>166 000</b>		5,9%		

[Données non CVS]

\*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transport), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

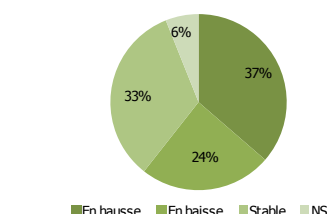


## ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Observatoire des tarifs bancaires : baisse ou stabilité de plus de la moitié des tarifs entre avril et octobre

L'[Observatoire des tarifs bancaires](#) aux particuliers d'octobre 2013 met en évidence que plus de la moitié (57 %) des tarifs moyens sont stables ou en baisse entre avril et octobre 2013 en Martinique. Sur la période, les frais de tenue de compte sont quasi stables (+0,2 % à 29,07 € par an). Si l'on compare la moyenne des tarifs de l'extrait standard en Martinique à ceux de l'hexagone, sur 14 tarifs, 7 sont supérieurs, 5 inférieurs, 1 égal (1 non significatif).

Tarifs moyens aux particuliers entre avril 2013 et octobre 2013

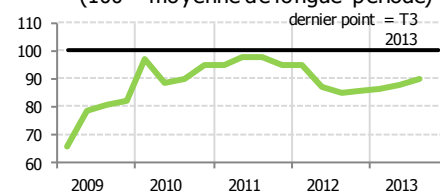


Source : IEDOM

### Premières tendances : légère amélioration du climat des affaires

Le dernier numéro de [Premières tendances](#) à la Martinique publié par l'IEDOM pour le troisième trimestre 2013 fait apparaître un indicateur du climat des affaires (ICA) en hausse de 2,5 points, poursuivant sa progression pour le quatrième trimestre consécutif. Pour autant, s'inscrivant en deçà de sa moyenne de longue période, son niveau traduit une situation économique toujours dégradée. Les prévisions d'investissement bénéficient quant à elles d'un léger sursaut, mais demeurent également dégradées.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique (100 = moyenne de longue période)

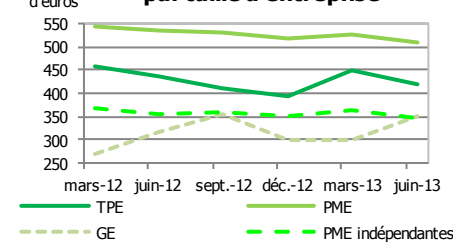


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

### Suivi des crédits aux entreprises : évolution différente suivant la taille des structures

La publication [Suivi des crédits aux entreprises](#) à la Martinique, au 30 juin 2013, met en exergue une évolution de l'encours des crédits mobilisés sensiblement différente suivant la taille des entreprises. En effet, l'encours des grandes entreprises est en sensible progression au cours du semestre (+18,4 %), tiré par les concours à court terme (+43,3 %). L'encours des petites et moyennes entreprises est en repli (-3,2 %), malgré la hausse des concours à court terme (+4,9 %). L'encours des très petites entreprises est également en baisse (-6,5 %), y compris pour les concours à court terme (-3,7 %). Au 30 juin 2013, l'encours mobilisé des grandes entreprises s'élève à 353 millions d'euros (27 % de l'encours, hors holding et activités immobilières), celui des petites et moyennes entreprises à 510 millions d'euros (40 %) et celui des très petites entreprises à 420 millions d'euros (33 %).

Evolution des crédits mobilisés par taille d'entreprise



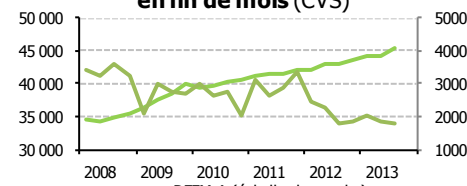
Source : IEDOM

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Emploi : écart croissant entre la demande et l'offre d'emploi

Au troisième trimestre 2013, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 45 394 en Martinique (CVS). Il connaît une augmentation de 2,9 % (CVS) sur le trimestre. Dans le même temps, le nombre d'offres d'emploi collectées enregistre une baisse de 3,4 % (CVS). Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse de 5,7 % (CVS) et les offres d'emploi sont en diminution de 0,2 % (CVS). L'écart entre les demandeurs d'emploi et les offres d'emploi continue donc de se creuser en Martinique, ce qui est également le cas au niveau national.

Demandes et offres d'emploi en fin de mois (CVS)

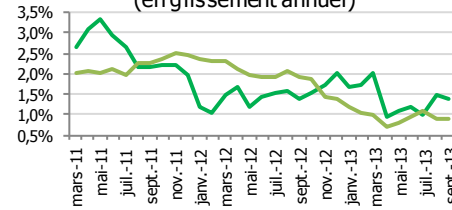


Sources : SMTTP, Pôle emploi, Dares, IEDOM

### Prix : inflation modérée au troisième trimestre

A fin septembre 2013, l'indice des prix à la consommation (IPC) atteint 130,1 en Martinique. Au troisième trimestre, l'indice progresse de 0,5 % en Martinique (-0,1 % au niveau national), principalement en raison du renchérissement des prix de l'énergie (+2,1 %) et des prix de l'alimentation hors tabac (+1,5 %). Sur un an, l'indice augmente de 1,3 % en Martinique (+0,9 % au niveau national). Cette évolution s'explique par une progression de l'ensemble des prix, en particulier ceux de l'alimentation hors tabac (+3,7 %) et des services (+1,2 %).

Indice des prix à la consommation (en glissement annuel)



Source : INSEE

### Programmes opérationnels 2007-2013 : vers la fin des programmes

La mise en œuvre des programmes opérationnels (PO) 2007-2013 arrive à sa fin. Le montant de l'enveloppe communautaire pour la période s'élève au total à 626 millions d'euros pour la Martinique, répartie entre le FEDER (410 millions), le FSE (98 millions), le FEADER (104 millions) et le FEP (6 millions). Le comité de pilotage stratégique du 18 octobre dernier a constaté des taux de programmation de ces fonds respectivement de 86 %, 95 %, 94 % et 94 %. 4 millions restent à programmer pour atteindre l'objectif de l'année. Le taux de certification, c'est-à-dire la part des crédits versés par rapport aux crédits ouverts, est pour sa part de 47 % pour le FEDER, de 47 % également pour le FSE, de 52 % pour le FEADER et de 43 % pour le FEP.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### SOTIC 2013 : « parfaire l'expérience, offrir l'authenticité »

La Martinique a reçu du 15 au 18 octobre la Conférence sur la situation de l'industrie du tourisme (SOTIC) dans le cadre de l'Organisation du tourisme de la Caraïbe (CTO). Cet événement réunit chaque année l'ensemble des acteurs du secteur opérant dans le bassin caribéen afin de partager les expériences face à la baisse du trafic de passagers dans la zone, une des pistes de réflexion étant de travailler sur la notion d'authenticité et d'expérience pour se différencier du tourisme de masse.

### CTEC 2013 : défi commun pour la Caraïbe

La conférence pour la transition énergétique de la Caraïbe (CTEC) s'est déroulée du 22 au 23 octobre en Martinique. Cette conférence, qui a rassemblé les acteurs caribéens du secteur, avait pour objectif de mettre en avant les expériences des différentes îles et de poser les bases d'une collaboration caribéenne. En Martinique, l'objectif affiché est d'atteindre 50 % d'énergie renouvelable en 2020 et 100 % en 2030. Aujourd'hui, la production d'énergie renouvelable représente 6,3 % de la production d'énergie totale, avec une demande d'énergie croissante et un coût de production de l'électricité d'origine renouvelable supérieur à celui d'origine fossile. Par ailleurs, depuis 2008, le gestionnaire du réseau électrique est autorisé à déconnecter les producteurs d'énergie intermittente (photovoltaïque et éolien sans solution de stockage) au-delà d'un seuil de 30 % de la puissance appelée, ce qui n'est pas sans incidence sur les perspectives d'atteinte des objectifs fixés par le Grenelle de l'environnement. D'où l'urgence à développer les projets de production d'énergie renouvelable stable ou bien intermittente, mais avec solution de stockage. Pour exemple, des projets avancent, comme le projet géothermique Géotref de Teranov retenu dans le cadre des projets d'avenir financés par le gouvernement, ou encore le projet de biomasse-bagasse du Galion qui vient d'être validé.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

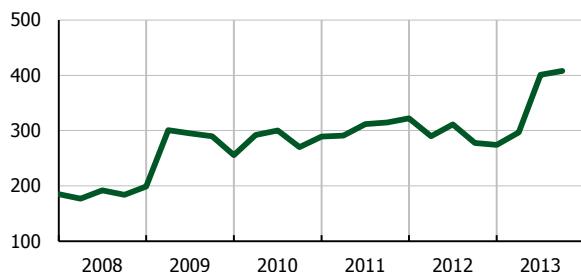
INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- septembre 2013	130,1	-0,5 %	+1,3 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- septembre 2013	46 390	+1,5 %	+5,7 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- septembre 2013	21 662	+1,2 %	0,0 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- septembre 2013	35 372	+2,9 %	-10,2 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- septembre 2013	170,3 129,9	-31,6 % -19,9 %	+11,5 % +5,6 %
	Exportations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- septembre 2013	22,9 12,3	+121,4 % +22,8 %	+23,0 % -23,4 %
	Taux de couverture mensuel Hors produits pétroliers		13,5 % 9,5 %		+9,8 pts +3,3 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- septembre 2013	44,3	-12,2 %	+1,5 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- septembre 2013	398,8		+0,8 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- octobre 2013	17 094	-1,0 %	-1,8 %
	Retraits de cartes bancaires	- octobre 2013	4 814	-0,6 %	+3,5 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- septembre 2013	91 239	-48,9 %	+2,7 %
		- cumul annuel	1 248 075		+1,5 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- octobre 2013	-	-	-
		- cumul annuel	73 370	+0,14 %	+14,0 %
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- septembre 2013	13 520	+1,4%	-0,5 %
		- cumul annuel	129 280		-6,8 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- octobre 2013	955	+9,1 %	-1,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- octobre 2013	183	+22,0 %	-1,1 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		9 427		-5,9 %

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Typologie du surendettement à La Réunion

Nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement



Source: IEDOM (données trimestrielles)

La crise financière et économique qui frappe durablement La Réunion depuis 2008 fragilise les ménages réunionnais. Dans ce contexte, le nombre de dossiers de surendettement déposés à La Réunion a fortement augmenté en 2009. La tendance est ensuite restée orientée à la hausse, mais à un rythme beaucoup plus faible. Elle s'accélère à nouveau très fortement depuis début 2013. Comparée aux autres DOM, La Réunion est le département qui compte le plus de dossiers de surendettement déposés, en nombre (1 153 dossiers en 2012) comme en proportion : la moitié des dossiers enregistrés dans les DOM concerne en effet le département.

L'agence IEDOM de La Réunion vient de publier une étude sur la typologie des débiteurs réunionnais surendettés, et la compare à celle observée dans les autres DOM et en France métropolitaine. Il en ressort principalement que les surendettés réunionnais sont généralement jeunes, au chômage ou sans profession, et que beaucoup d'entre eux vivent seuls. Les spécificités domiennes sont souvent plus marquées à La Réunion, et s'expliquent d'abord par les caractéristiques structurelles propres à la population du département.

La publication est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

### Légère hausse de l'encours total des crédits aux entreprises au 2<sup>e</sup> trimestre 2013

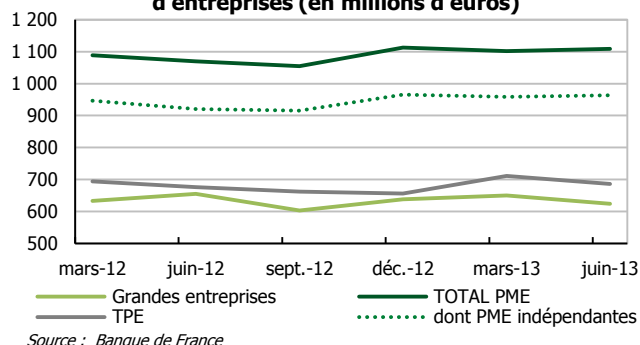
A fin juin 2013, l'encours total des crédits aux entreprises de La Réunion déclarés au Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France atteint 8,9 milliards d'euros, en hausse de 0,3 % par rapport au trimestre précédent et de 4,7 % sur un an. Les crédits mobilisés, qui représentent 85 % du total, progressent de 0,7 %, tirés à la hausse par les crédits à court terme et à moyen ou long terme. Les crédits mobilisables (partie non utilisée des crédits confirmés et des crédits documentaires, ainsi que la partie non disponible des crédits en compte d'affacturage) baissent pour leur part de 2,1% sur le trimestre.

Par catégorie d'entreprises, les évolutions sont contrastées. La hausse des encours portés sur les PME (+ 0,7 %), majoritaires, compense les baisses sensibles pour les grandes entreprises (- 4,1 %) et les TPE (- 3,7 %). Les encours des holdings sont bien orientés (+ 3,0 %), tout comme ceux concernant les activités immobilières (+ 1,4 %), qui représentent plus de la moitié de l'encours total.

Les secteurs de la construction (pour les crédits mobilisés uniquement) et du commerce ainsi que les activités immobilières sont ceux qui contribuent fortement à la hausse globale des encours.

Le « Suivi des crédits aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

Evolution des crédits mobilisés par taille d'entreprises (en millions d'euros)



Source : Banque de France

### Baisse du nombre d'effets de commerce impayés au 3<sup>e</sup> trimestre 2013

Evolution trimestrielle du nombre d'effets impayés



Source : IEDOM

Le nombre d'effets de commerce impayés est en baisse de 10,6 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2013 par rapport au trimestre précédent, après une progression de 8,5 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2013. Sur les neuf premiers mois de l'année, le nombre d'effets impayés poursuit la tendance à la baisse observée depuis mi-2009, avec une diminution de 4,6 % par rapport à la même période en 2012.

Le montant moyen d'impayés augmente en revanche de 11,9 % par rapport au trimestre précédent, faisant suite à une baisse de 10,3 %. Depuis le début de l'année, le montant total d'impayés est stable.



## BRÈVES ÉCONOMIQUES

## LES INDICATEURS DE REFERENCE

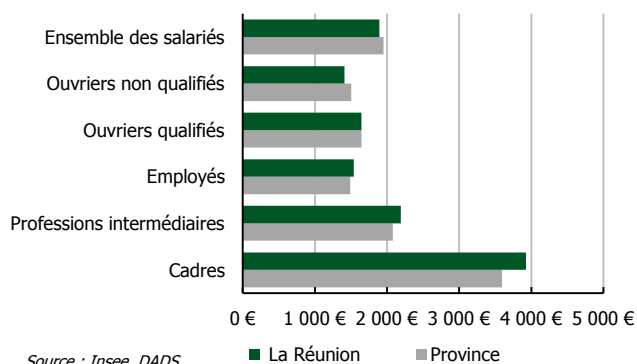
		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion <i>Octobre 2013</i>	129,3	- 0,1 %	+ 1,1 %
	IPC France entière	127,3	- 0,1 %	+ 0,6 %
<b>Octroi de mer</b> (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros) <i>Octobre 2013</i>	26 356	+ 16,0 %	- 15,3 %
	Cumul (milliers d'euros)	232 258	-	- 3,3 %
<b>Commerce extérieur</b> (Douanes)	Importations (millions d'euros) <i>Septembre 2013</i>	304,4	- 20,1 %	- 5,6 %
	Cumul (millions d'euros) <i>Cumul Sept.</i>	3 243,6	-	- 4,9 %
	Exportations (millions d'euros) <i>Septembre 2013</i>	22,9	+ 42,7 %	+ 31,3 %
	Cumul (millions d'euros) <i>Cumul Sept.</i>	213,5	-	- 1,0 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS) <i>Septembre 2013</i>	135 070	- 0,3 %	+ 6,3 %

## LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds <i>Septembre 2013</i>	142 065	- 27,5 %	+ 0,5 %
	Cumul	1 491 007	-	- 3,1 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Insee)	Nombre de nuitées <i>Juin 2013</i>	49 700	- 29,4 %	+ 6,2 %
	Cumul <i>cumul Juin</i>	385 400	-	- 4,1 %
<b>Construction</b> (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros) <i>cumul Sept.</i>	18 446	-	+ 4,3 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes) <i>cumul Sept.</i>	256,2	-	+ 15,2 %
	Effectifs salariés du BTP <i>Septembre 2013</i>	15 659	+ 0,5 %	- 8,0 %

## Des salaires supérieurs à la province, sauf pour les ouvriers non qualifiés

## Salaires mensuels nets moyens par catégorie socioprofessionnelle en 2010



Fin 2010, le salaire net moyen à La Réunion s'élève à 1 895 euros par mois pour les salariés à temps complet du secteur privé, soit 2,9 % de moins qu'en province. La Réunion se place au 14<sup>e</sup> rang parmi les 26 régions françaises (hors Mayotte), derrière les autres départements d'outre-mer. Cet écart s'explique par la structure de l'économie réunionnaise, composée de petites entreprises qui emploient moins de cadres et plus d'employés et ouvriers non qualifiés. Cependant, à l'exception des ouvriers, les salaires des Réunionnais sont supérieurs à ceux de province. En effet, les cadres, les professions intermédiaires et les employés sont mieux rémunérés à La Réunion (respectivement 9,2 %, 5,4 % et 3,5 % de plus qu'en province). Seuls les ouvriers non qualifiés sont moins bien rémunérés que leurs homologues de province (- 6,1 %).

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](http://www.insee.fr).

Baisse des embauches au 3<sup>e</sup> trimestre 2013

Au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2013, la Caisse nationale de l'Urssaf a enregistré une baisse de 6,2 % du nombre de déclarations d'embauche (CDI et CDD de plus de 31 jours, hors intérim). Au niveau national, ces embauches diminuent de 2,8 %. Seules les régions Guyane et PACA affichent une croissance du nombre de déclarations d'embauches.

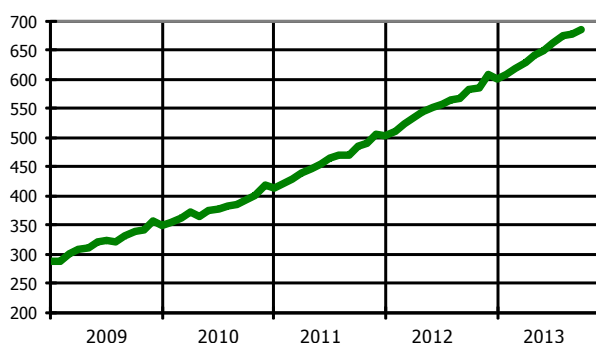
## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Les émissions nettes

En octobre 2013, les émissions nettes de billets augmentent de 9,0 millions d'euros après avoir cru de 2,9 millions d'euros le mois précédent (soit +1,3 % après +0,4 % en septembre) et s'établissent à 686,4 millions d'euros. En volume, les émissions nettes de billets croissent également : +1,2 % (après +0,08 % le mois précédent). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit ainsi à 12,5 millions au 31 octobre, dont 73 % sont constitués par la coupure de 50 € (66 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets ayant été plus marquée en valeur qu'en nombre, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'apprécie de 5 centimes, à 55,0 € au 31 octobre 2013.

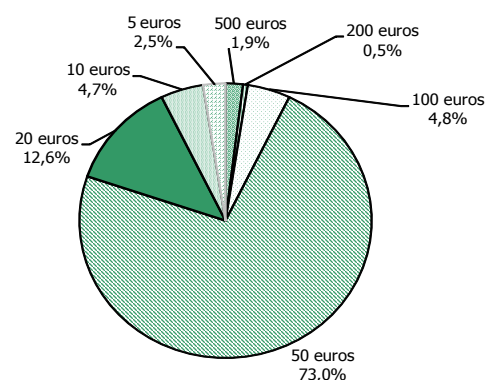
#### Emissions nettes cumulées de billet au 31 octobre 2013

En millions d'euros



Source : IEDOM

#### Répartition des billets en nombre au 31 octobre 2013



Source : IEDOM

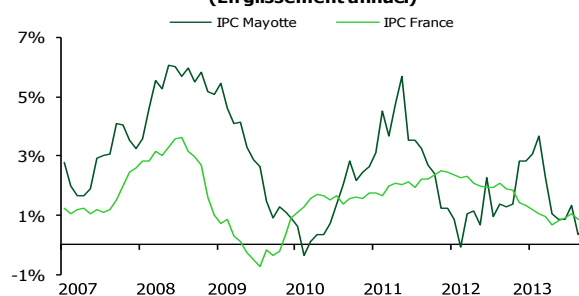
## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### Les prix augmentent de 0,2 % en septembre

L'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,2 % au mois de septembre 2013. Cette évolution est principalement due à la hausse des prix de l'alimentation (+1,4 %). Les prix des services sont quant à eux en diminution de 0,5 % tandis que ceux des produits manufacturés sont stables.

Sur un an, l'IPC enregistre également une augmentation de 0,6 % sous l'effet de la hausse marquée des prix de l'alimentation (+4,3 %). Les prix des produits manufacturés et des services baissent de, respectivement, 1,5 % et 0,1 %.

#### Indice des prix à la consommation (En glissement annuel)



Base 100 : année 2006  
Source : INSEE

### Un climat social tendu marqué par la tenue de plusieurs mouvements

Le mois d'octobre a été marqué par la tenue de plusieurs mouvements de revendications et de contestations, instaurant un climat social tendu sur l'île.

Tout d'abord, les médecins libéraux ont manifesté au début du mois, en fermant les cabinets médicaux, afin d'alerter les autorités sur le nombre important de médecins manquants sur le territoire et pour réclamer des éclaircissements sur la politique de santé conduite à Mayotte. Ils revendiquent notamment la mise en place de conditions spécifiques d'ordre social et fiscal qui permettraient d'attirer et de maintenir plus de médecins sur l'île.

Ensuite, les agents de la Chambre de commerce d'industrie (CCI) ont bloqué le port de Longoni pour demander le versement de leur salaire et complément familial.

Par ailleurs, estimant ne plus être en mesure de travailler dans des conditions optimales, les agents des services sociaux du Conseil général se sont mis en grève afin de dénoncer l'insuffisance de moyens mis à leur disposition pour assurer leurs missions.

D'autre part, les sages femmes de Mayotte, solidaires du mouvement national entamé depuis le 16 octobre, ont manifesté pendant une journée pour réclamer une revalorisation professionnelle de leur métier, notamment et entre autres, la revendication du statut médical (au lieu de paramédical) et la reconnaissance de leurs cinq années d'étude après le baccalauréat (au lieu de trois actuellement).

Enfin, les fonctionnaires ont déclenché une grève illimitée à la fin du mois pour exprimer leur désaccord vis-à-vis de la décision du gouvernement d'imposer désormais la prime d'éloignement. L'annonce du report de la mesure n'aura pas permis de mettre fin au mouvement. En effet, le gouvernement concède de n'appliquer cette nouvelle règle qu'à compter de 2015 (fiscalisation de la prime d'éloignement perçue en 2014). Cependant, les fonctionnaires réclament le maintien du régime actuel jusqu'en 2017 afin de respecter, selon eux, les dispositions contractuelles qui encadrent leur séjour à Mayotte.

## Visites à Mayotte de deux députés européens et du ministre de l'Outre-mer accompagné du commissaire européen responsable de la politique régionale

Dans le cadre des préparatifs pour l'accèsion de Mayotte au statut de Région ultrapériphérique (RUP), le député européen Patrick TIROLIEN s'est rendu à Mayotte du 1<sup>er</sup> au 3 octobre. Il s'est particulièrement intéressé aux problématiques liées à l'environnement, l'assainissement et la distribution d'eau sur l'île. Son programme de travail s'est ainsi principalement articulé autour de visites des chantiers actuellement menés par le Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Mayotte (SIEAM).

Par la suite, le ministre des Outre-mer, Victorin LUREL, accompagné du député européen Younouss OMARJEE et de Johannes HAHN, commissaire européen chargé de la politique régionale, a effectué une visite sur l'île les 19 et 20 octobre. À travers les visites de chantiers (port, aéroport...) et les rencontres avec les élus et les responsables de l'État, le ministre et le commissaire européen ont tout d'abord pu mesurer les attentes des mahorais vis-à-vis de la *rupéisation*, notamment dans le cadre des projets qui pourraient être réalisés grâce aux financements européens. Mais, ils ont aussi pu se rendre compte de l'étendue du travail restant à achever avant l'accèsion de Mayotte le 1<sup>er</sup> janvier 2014 au statut européen. Cette venue a donc été l'occasion pour le commissaire européen de rappeler aux élus et techniciens locaux les démarches et les exigences à respecter pour faire partie à part entière de l'Europe et, notamment, pour pouvoir bénéficier de l'assistance européenne.

## La compagnie EWA effectue son premier vol et Corsair annonce une desserte tout au long de l'année à Mayotte

L'appareil ATR 72 de la compagnie EWA, première compagnie aérienne mahoraise, a effectué son premier vol commercial le jeudi 30 octobre en direction de Madagascar. Ce moment historique pour le Département intervient six mois après la première annonce du projet de création de la compagnie.

D'autre part, la compagnie Corsair, qui jusqu'alors ne desservait Mayotte qu'à certaines périodes définies, a annoncé un changement de stratégie et un renforcement de sa présence à Mayotte et Madagascar. Ainsi, la compagnie fait désormais le choix de desservir ces deux destinations tout au long de l'année et sans interruption. Les rotations entre la Métropole et Mayotte via Madagascar pourront s'élever jusqu'à trois vols hebdomadaires selon les périodes.

## Publication au journal officiel du décret portant création de l'indexation à Mayotte

Le décret 2013-964 du 28 octobre 2013 portant création d'une majoration du traitement, communément appelé indexation, allouée aux fonctionnaires de l'État, de la fonction publique hospitalière et aux magistrats en service dans le Département de Mayotte, a été publié au journal officiel de la République le 29 octobre. Comme prévu, le texte est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 selon les taux annoncés depuis la fin des négociations et définis comme suit :

- du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013 : 5 %,
- du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014 : 10 %,
- du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015 : 20 %,
- du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 : 30 %,
- à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 : 40 %.

Le texte est donc rétroactif et le rattrapage sur les fiches des salaires pour l'année 2013 devrait intervenir dans les prochains mois.

## Parution de l'observatoire des tarifs bancaires et du suivi des crédits aux entreprises

L'observatoire des tarifs bancaires au 1<sup>er</sup> octobre 2013 et le suivi des crédits aux entreprises pour le deuxième trimestre 2013 viennent de paraître. L'IEDOM établit l'observatoire public des tarifs bancaires dans les DOM conformément à la loi sur la régulation bancaire et financière (art. 81). Le suivi des crédits aux entreprises est une nouvelle publication dont la première parution porte sur les données arrêtées au 30 juin 2013. Elle présente les principales évolutions observées sur le marché du crédit de la place de Mayotte. Ces publications sont disponibles en téléchargement gratuit sur le site de l'[IEDOM](#).

# PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		sept.-13	117,0	0,2%	0,6%
<b>Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		juil.-13	6 601	10,6%	-15,4%
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-13	22 086	-23,4%	-23,7%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	juin-13	158 223	16,2%	4,2%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-13	2 088	564,9%	242,5%
		cumulées	juin-13	3 676	131,5%	5,7%
	Taux de couverture	mensuel	juin-13	9,46%	8,37 pt	7,35 pt
		cumulé	juin-13	2,32%	1,16 pt	0,03 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
<b>Trafic aérien</b> (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>	mensuels	oct.-13	304	-12,9%	-23,8%
		cumulés	oct.-13	3 876	-	-4,8%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	oct.-13	25 170	10,0%	7,5%
		cumulés	oct.-13	247 038	-	8,8%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	oct.-13	19,7	-16,5%	83,0%
	(départs)	cumulés	oct.-13	301,2	-	-3,2%
<b>BTP</b> (Source : Douanes)	Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)	mensuelles	juin-13	5 227	-0,1%	16,3%
		cumulées	juin-13	32 502	-	-9,4%
<b>Electricité</b> (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		sept.-13	39 641	0,6%	1,3%
	Consommation <sup>(3)</sup> (en Mwh)	cumulée	sept.-13	197 758	-	8,8%
<b>Hydrocarbures</b> (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	sept.-13	9 091	1,9%	3,3%
		cumulée	sept.-13	85 788	-	3,2%
<b>Automobile</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	juil.-13	181,0	7,7%	84,7%
		cumulées	juil.-13	1 251	-	93,1%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	juil.-13	1 007	32,8%	4,9%
		cumulées	juil.-13	6 205	-	17,4%
<b>Poissons d'élevage</b> (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	juin-13	4,5	12,2%	6,4%
		cumulées	juin-13	40,9	-	501,7%
	- en milliers euros	mensuelles	juin-13	27,8	-21,2%	-10,8%
	cumulées	juin-13	217,2	-	331,2%	

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

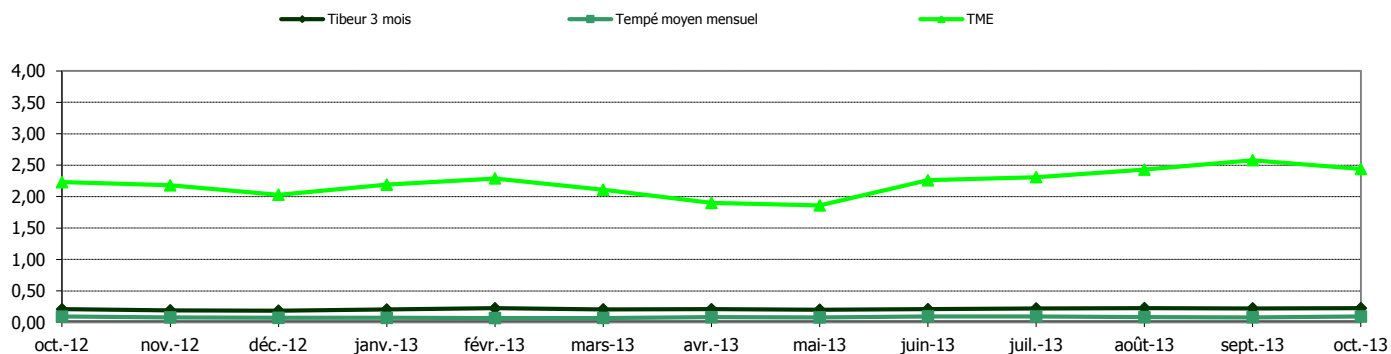
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Octobre 2013)				
	Juillet	Août	Septembre	Octobre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
	0,0931%	0,0832%	0,0805%	0,0924%	0,1280%	0,2260%	0,3410%	0,5410%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Juillet	Août	Septembre	Octobre
	2,31%	2,43%	2,58%	2,44%	2,51%	2,63%	2,78%	2,64%

### Taux de l'usure (seuils applicables au 1er octobre 2013)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>					
Prêts à taux fixe		5,03%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		7,96%
Prêts à taux variable		4,45%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable		3,75%
Prêts-relais		5,29%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe		4,77%
<b>Autres prêts</b>					
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros		20,23%	Découverts en compte (1)		13,28%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros		15,17%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans		4,41%
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros		10,52%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>		<b>Seuils de l'usure</b>
			Découverts en compte (1)		13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

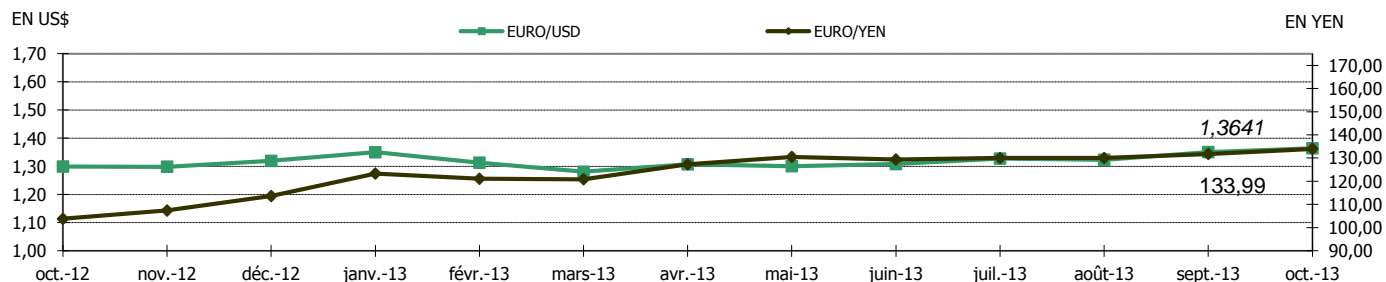
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3641	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,6151	EURO/SRD (Surinam)	4,4826
EURO/JPY (Japon)	133,9900	EURO/BWP (Botswana)	11,55560	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4314
EURO/CAD (Canada)	1,4251	EURO/SCR (Seychelles)	16,34100	EURO/DOP (Rép. Dom.)	57,8182
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85020	EURO/MUR (Maurice)	40,8864	EURO/BBD (La Barbade)	2,7167
EURO/SGD (Singapour)	1,6897	EURO/BRL (Brésil)	2,9962	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,735
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5759	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,5469	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2989,0516	EURO/XCD (Dominique)	3,6675	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé d'imprimer le 19 novembre 2013 - Dépôt légal : novembre 2013 - ISSN 1284-4438